

## Communications par affiche

### Poster Presentations

**De participants-es à co-chercheurs-euses et de chercheurs-euses à co-participants-es. Le croisement des savoirs : déconstruire les rôles pour co-construire un savoir émancipatoire.** Bérenger Benteux, étudiant au doctorat, Université de Sherbrooke/ATD Quart Monde Canada

La quête venant du monde académique, prenant conscience d'injustices épistémiques venant se superposer aux injustices sociales (Fricker, 2007), de nouvelles avenues méthodologiques rencontrent celui de groupes de défense des droits qui cherchent à mettre les méthodes et résultats universitaires au service de leurs luttes sociales. Parmi d'autres formes que prend cette convergence, la démarche du Croisement des Savoirs, portée par le mouvement ATD Quart Monde, vise la rencontre, sur un pied d'égalité, des savoirs académiques des chercheurs-euses, des savoirs d'expérience de personnes en situation de pauvreté, et des savoirs d'action de celles et ceux luttant à leurs côtés par un « croisement de leurs questions, de leurs analyses liées à leurs histoires et postures différentes » (Ferrand, 2013, p.59). Au cœur de cette démarche, qui a déjà permis, entre autres, la co-construction de savoirs sur les dimensions de la pauvreté (Ferrand, 1999 ; Bray et coll., 2019), ou sur les pratiques de santé au Québec (Carrel et coll., 2017 ; Bouthillette et al., 2018), la question centrale est celle des conditions permettant cette rencontre : comment repenser la posture de chercheurs-euses pour mettre méthodes et instruments de la recherche au service des expériences de vie des personnes en situation d'exclusion et des expériences d'actions de celles et ceux qui travaillent à leurs côtés ? Et comment permettre aux chercheurs-euses de construire des savoirs formels à partir de ces deux types d'expériences ?

**Des outils en émergence. La BDIS et son arborescence.** Marie J. Bouchard, UQAM, Alexandre Duchesne Blondin, étudiant au doctorat, UQAM, Sara Landry-Pellerin, étudiante à la maîtrise, UQAM

Depuis 2012, le CRISES développe une base de données sur les innovations sociales (BDIS) en vue de faire la méta-analyse des études de cas qu'elle a produit depuis 1990. L'objectif est de développer de nouvelles connaissances sur les innovations sociales (IS) sous un angle macroscopique. La BDIS veut permettre d'analyser les relations entre les expérimentations portées par des organisations et les dynamiques transformatrices qui les accompagnent, en amont et en aval. Dans ce cadre, le comité scientifique de la BDIS a effectué durant plus de 2 ans un travail de définition des concepts centraux à l'étude de l'innovation sociale en se basant sur la littérature théorique ayant influencé les travaux du CRISES<sup>1</sup>. Ce travail visait à formaliser le cadre conceptuel et à l'opérationnaliser à travers une série d'attributs et de catégories permettant d'extraire les données des études de cas. Ce recueil de définitions et d'attributs est présenté sous la forme d'une arborescence. Cet outil flexible et rigoureux constitue un véritable répertoire analytique, mobilisable pour une multitude de projets de recherche sur l'IS. L'arborescence est consultable sous format d'un site Web dynamique et interactif.

**Le Vivir Bien comme innovation pour la justice sociale et environnementale : un point de vue féministe sur sa philosophie et son application en Bolivie.** Cécile Collinge, étudiante au doctorat, UQAM

La Bolivie a connu, entre 2006 et 2019, un gouvernement se réclamant du *Vivir Bien*, soit des modes de vie indigènes. La philosophie multiséculaire du *Vivir Bien* est fondée sur le respect et l'amour de la Terre-Mère et de tous les êtres qui l'habitent. La communauté est au centre de l'organisation sociale et les femmes sont

---

<sup>1</sup> Bouchard M. J., Briand L., Klein J.-L., Lévesque B., Trudelle C., Duchesne Blondin A., Longtin D., Oliver-Neault J. et M. Pelletier [Base de données sur les études de cas en innovation sociale produites dans le cadre des activités du CRISES. Présentation générale et manuel de codification](#), Les Cahiers du CRISES, Janvier 2016, 214 p.

valorisées dans leurs rôles en lien avec la vie et l'harmonie de la communauté. Cependant, malgré un discours indigéniste, ce gouvernement a promu un développement extractiviste et capitaliste. De plus, malgré l'adoption de lois contre la discrimination envers les indigènes et contre les violences faites aux femmes, le machisme et les violences persistent. Nous apporterons un point de vue féministe à ce portrait du *Vivir Bien*. Dans le cadre d'un doctorat sur les effets des transformations indigénistes en Bolivie sur les femmes, nous avons interviewé 55 Boliviennes, qui ont sur le *Vivir Bien* et sur les effets de son application sur elles-mêmes, des points de vue peu connus et divergeant parfois des tendances dominantes. Enfin, le *Vivir Bien* fait partie des solutions possibles à la crise actuelle, mais un regard critique féministe est nécessaire pour ne pas perpétuer, ni reproduire, les injustices et violences envers les femmes, présentes dans les visions occidentale et indigène du monde.

### **Un autre projet est possible : mises en débat de projets d'aménagement à Nantes et Montréal.**

Maude Cournoyer-Gendron, étudiante au doctorat, UQAM et Université de Nantes

Blocages, délais, reports, relocalisations, contestations et abandons font partie de la réalité des processus d'aménagement d'aujourd'hui. Les mobilisations et la contestation de grands projets d'aménagement sont fréquentes, et prennent différentes formes, de la prise de parole dans les médias, participation aux processus de consultations institués ou ouverture d'un espace alternatif de délibération. Elles se jouent sur différents registres — du « pas dans ma cour » au « ni ici, ni ailleurs » qui remet en cause l'existence même des projets. La construction de la ville se fait ainsi dans une tension entre conflit et concertation. L'objectif principal de la thèse est de comprendre le rôle du conflit dans les processus associés à la fabrique de la ville, en regardant les trajectoires prises par le projet, par les acteurs et actrices impliqués, de même que la trajectoire des arguments et contre-arguments et la forme prise par ces derniers. Un regard est ainsi porté sur les contextes d'émergence des conflits, sur les façons dont le conflit se transforme (les trajectoires) et sur la façon dont il transforme le projet et les processus associés à la planification urbaine (effets).

### **Le coopérativisme de plateforme : complémentarités et tensions entre deux perspectives de justice sociale.**

Louis Cousin, étudiant au doctorat, Université Laval, Luc K. Audebrand, Université Laval

Nancy Fraser distingue deux stratégies de lutte contre les injustices sociales : les stratégies de type affirmatif, qui se concentrent sur les effets des injustices ; et les stratégies de type transformatif, qui se concentrent sur les mécanismes générateurs d'injustices. Nous présenterons nos réflexions quant à l'application de cette théorie pour l'étude des stratégies de collaboration et de développement des organisations hybrides, en particulier les plateformes coopératives. Dans un premier temps, nous partagerons nos constats quant aux opportunités et défis d'adopter une lunette théorique sociétale pour l'étude des stratégies organisationnelles. Dans un deuxième temps, nous nous pencherons sur le cas de deux organisations se réclamant du mouvement du coopérativisme de plateforme, une coopérative de livreurs à vélo et une organisation de ramasseurs de déchets, afin de mettre en lumière leurs complémentarités et contradictions selon la théorie de la justice sociale. Dans un troisième temps, nous nous attacherons à identifier de possibles facteurs d'influence découlant des activités d'une méta-organisation, le Consortium des plateformes coopératives. Enfin, nous proposerons des pistes de recherche destinées à soumettre nos hypothèses théoriques à l'épreuve des vérifications empiriques.

### **Les initiatives locales pour une meilleure gestion des déchets à Bocas del Toro, Panama.**

Laurence Croteau, étudiante à la maîtrise, UQAM

Bocas del Toro, petit archipel dans les Caraïbes au large du Panama a grandement changé ces trente dernières années. Le développement touristique y fut rapide et important, ce qui a eu des impacts sociaux et environnementaux notables. L'archipel accueille annuellement dix fois plus de touristes par rapport à la population résidente. L'un des impacts de la pression touristique sur ces lieux est certainement une production de déchets plus grande que sa capacité de gestion. Notamment quant à la gestion des déchets et le nettoyage

des plages et récifs coralliens, plusieurs initiatives locales de protection environnementale ont vu le jour. Dans le cadre de ce projet de recherche, trois initiatives qui se distinguent par des approches différentes face à la gestion des déchets de l'archipel ont été sélectionnées ; *Cero Basura* mise sur la réduction à la source, *Unidos por Bocas* se penche sur le développement d'infrastructures et l'accessibilité puis *Bocas Limpia* propose des activités de nettoyage et de plantation. On peut alors considérer ces initiatives comme des propositions citoyennes en réponse à des problèmes provoqués par la pression touristique. L'objectif principal est donc d'identifier quelles sont ces propositions et d'évaluer quels en sont les effets sur les citoyens-nes de Bocas del Toro en ce qui concerne le développement de capacités collectives.

**University Extension in the Social Innovation Ecosystem: a Study From the Florianópolis Social Innovation Observatory.** Elisa Régis de Souza, étudiante au baccalauréat UDESC, Graziela Dias Alperstedt, UDESC, Isabella Amin Vieira Rocha de Moura Ferro, UDESC, Maria Carolina Martinez Andion, UDESC

University extension makes up the inseparable tripod of teaching-research-extension of Brazilian universities, established by the Law of Guidelines and National Education Bases and the National Extension Plan (Carbonari & Pereira, 2007, p. 24). Extension practices play a fundamental role in strengthening the integration relationship between the university and the community, democratizing knowledge, developing citizenship, transforming society and overcoming the existing conditions of inequality and exclusion (Rocha, 2007, p. 27). Therefore, this study seeks to understand its performance within the scope of public universities in Florianópolis (UDESC and UFSC), in the city's social innovation ecosystem (SIE). For this purpose, the research was supported by a pragmatic perspective of study (Andion et al., 2017), taking into account the role of university extension in solving the city's public problems (Cefai, 2017a; 2017b). In order to do the data collection, analysis criteria were defined. The extension programs that met the requirements were registered on the collaborative digital platform of the Observatório de Inovação Social de Florianópolis (OBISF) (Andion, Alperstedt, & Gräeff, 2020) for the systematization and analysis of data. In total, 120 extension programs were accounted for, 81 from UDESC and 39 from UFSC, and these served as the basis for the results that will be presented, in a preliminary way, in this work.

**The Relationship Between Social Entrepreneurship and the Generation of Social Innovation: a Case Study in Gastromotiva.** Giovanni Bonfim, étudiante au doctorat, UFSC, Iara Regina dos Santos Parisotto, FURB

The objective of this research is to analyze the relationship between social entrepreneurship and the generation of social innovation. To analyze the stages of social innovation, the model proposed by Murray et al (2010) was used and to analyze the dimensions of social innovation, the model developed by Tardif and Harrison (2005) was used. The stages of development of social entrepreneurship were linked to the stages of social innovation through the dimensions of social innovation. The results showed that Gastromotiva went through all stages of the development of social entrepreneurship and also of social innovation. It was found that the stages of social entrepreneurship are linked to the stages of social innovation through the dimensions of social innovation, and that the actions of the project resulted in systemic change. The transformations induced by the project aim to solve social problems, mainly in the sense of generating work and income, changing the status quo of the participants, creating social value, engaging new social actors, reducing social exclusion, have a social impact when proposing new practices, improving the quality of life and accessing services such as education, in addition to stimulating the formulation of public policies aimed at social protection.

**UK Financialisation of Public Service Delivery.** Leslie Huckfield, Glasgow Caledonian University

The British state continues to propagate a series of post colonial governance and service delivery initiatives, especially based on the third sector, with support for impact measurement, social investment and the financialisation of health, social care and welfare. This recompositing of the political space means that a vast infrastructure provides a platform for philanthrocapitalism (McGoey, 2015), with much of it funded and directed by government through the Global Steering Group for Impact Investment, British Council and Foreign,

Commonwealth and Development Office. By products from this mixed economy of welfare render 'social enterprise' polysemous (Jenson, 2015, 2020) and may ultimately restore recipient countries to a pre welfare state. This mitigates against any emancipation by grassroots communities and undermines attempts at social justice (Fraser, 2011). This contribution draws an analogy with the 1980s and 1990s transmogrification of welfarism into workfare. "Workfarism" presented a challenge to welfarism at ideological, institutional and regulatory levels, leading to "transferable 'reform options' deployed by consultants, reform advocates, and policy intermediaries (King, 1992; Peck, 1998). Conservative Governments' expansion of these programmes has only been possible through building on foundations laid down by previous Labour Government and third sector organisations. This trajectory represents a decoupling of UK third sector policy from a social economy in mainland Europe and Quebec.

### **Liberté des salariés-es : outil marketing ou panacée?** Chantale J. Gagnon, Université d'Ottawa

La notion de liberté est de plus en plus présente dans le discours de gestion. En donnant aux salariés.es plus de pouvoir sur leur travail, une petite (r)évolution est en train de s'installer. Même si Tom Peters parlait de *liberation management* au début des années '90, le terme « entreprise libérée » est encore très récent dans la littérature scientifique. Ce projet de recherche visait à comprendre davantage le phénomène de libération, ses bénéfices et ses limites et les liens possibles avec la théorie de l'autodétermination. L'autonomie étant au cœur du processus de l'entreprise libérée, qu'en est-il de la compétence et l'affiliation, les deux autres composantes de la théorie de l'autodétermination ? Je présente donc les résultats d'une étude qualitative réalisée dans une usine de transformation de métal de 75 de personnes au sud de Québec. En m'appuyant sur de l'observation non participante, l'analyse documentaire ainsi que sur 18 entrevues avec des gens provenant de tous les secteurs de l'entreprise, j'ai pu poser un regard critique (et bienveillant) sur la transformation de cette entreprise. La libération n'est ni un outil de marketing ni une panacée, mais plutôt une tentative, parfois un peu brouillon, de repenser le travail. Vigilance et optimisme sont de mise, mais au final, l'expérience concrète décrite dans mon étude révèle un enthousiasme certain malgré les embûches rencontrées et l'affiliation et la compétence demeurent très secondaires dans la démarche.

### **L'attractivité territoriale des milieux ruraux dévitalisés : définition et récolte de bonnes pratiques pour la municipalité de Petit-Saguenay, au Québec.** Adélaïde Levavasseur, étudiante à la maîtrise, UQAC

Municipalité rurale et isolée en dévitalisation, Petit-Saguenay a rejoint en 2018 les Ateliers des Savoirs Partagés, dans le but de coconstruire des connaissances, des outils et des actions pour faire face à ses enjeux de développement local, en particulier son vieillissement et son déclin démographiques. Il est apparu aux différents membres des ASP que l'attractivité territoriale serait un outil pertinent pour aborder ces enjeux et des solutions possibles. Nous exposerons dans cette affiche les résultats de notre stage portant sur l'attractivité territoriale, que l'on peut définir ici simplement comme la capacité à attirer et retenir des activités économiques et des populations humaines résidentes ou de passage sur un territoire. Notre recension et analyse des écrits nous a permis d'extraire une définition de ce concept multidimensionnel et polysémique qu'est l'attractivité. Puis, nous avons colligé des exemples de bonnes pratiques issues de six autres territoires, des municipalités et MRC québécoises rurales ainsi que l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon. Enfin, nous avons élaboré quelques questions et réflexions qui devraient selon nous aider une communauté à réfléchir à une démarche d'amélioration de son attractivité territoriale qui soit appropriée à ses moyens et ses besoins. Nous terminerons en ouvrant sur quelques questions qui nous occupent présentement sur les opportunités de valorisation, transmission et appropriation de nos recherches et résultats.

### **Les classes sociales dans la transition socioécologique : vers un nouveau compromis pour une économie résiliente dans le Québec post-COVID.** Antoine Marleau, étudiant à la maîtrise, UQAM

La publication du rapport spécial *Réchauffement planétaire de 1,5°* (GIEC, 2019) par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a insufflé une énergie nouvelle dans la lutte contre les changements climatiques, renouvelant un mouvement social désireux de réduire les impacts de la crise

écologique sur les systèmes naturels et humains, jusqu'à ce que l'ensemble du courant soit interrompu par la pandémie COVID-19, encouragée par ces mêmes changements environnementaux (IPBES, 2020). Différentes réponses ont été proposées aux multiples conséquences de ce qui peut être analysé comme une même cause sous-jacente, la déstabilisation de la condition écologique d'arrière-fond du capitalisme contemporain (Fraser, 2014) par son régime distributif néolibéral, mis aussi bien en lumière par la pandémie de COVID-19 que les changements climatiques. La communication ici présentée cherche à savoir : comment est-il possible d'articuler les intérêts particuliers des différentes classes sociales composant la société québécoise de façon à construire un nouveau régime distributif, ou compromis social, autour d'une juste transition socioécologique ? L'objectif de la communication est donc d'analyser comment cette proposition peut se traduire dans un nouveau compromis entre les classes sociales (Mitchell et Fazi, 2017), capable de respecter les limites environnementales qui se posent à l'activité humaine, afin d'éviter les conséquences de leur transgression.

### **Les professions de soins au Québec en temps de COVID-19 : vers une revalorisation du *care* ?** Catherine Meek-Bouchard, étudiante au doctorat, UQAM

La pandémie de la COVID-19 force à réfléchir à la division genrée du travail, à la conception du *care* et à l'influence croissante des politiques néolibérales et des intérêts corporatistes au sein des établissements de santé. Si l'on peut se réjouir de la considération actuelle envers les « anges gardien[ne]s », comment expliquer que leur travail soit habituellement invisibilisé, informalisé et très peu reconnu de la part des institutions étatiques ? La prise en charge de la pandémie dans les établissements de santé met en lumière les inégalités socioéconomiques et les failles institutionnelles du système de santé québécois. Cette crise est un puissant révélateur de la dévalorisation du *care* et des métiers de soins, majoritairement exercés par des femmes et des personnes issues des populations immigrantes, racisées et historiquement minorisées. Dans le cadre de cette communication par affiche, les théories de l'éthique du *care* telle qu'élaborée par Carol Gilligan et de la politique du *care* développée par Joan Tronto permettront l'analyse des enjeux politiques et sociaux de la dévalorisation du travail du *care*. Ces théories du *care* seront utilisées afin de rendre compte des impacts de cette dévalorisation sur la professionnalisation des infirmiers-ères et des préposés-es aux bénéficiaires, particulièrement en ces temps de lutte contre la pandémie de COVID-19. De plus, les enjeux de relégation du travail précaire dû aux femmes racisées et immigrantes seront abordés.

### **L'action collective par le « design pour l'autonomie » pour favoriser la justice alimentaire, sociale et environnementale.** Morgane Pellerin, étudiante-chercheuse à la maîtrise, UQAM

Dans le cadre de son projet de recherche à la maîtrise en sciences de l'environnement, l'étudiante-chercheuse combine l'approche du « design pour l'autonomie » au sens d'Arturo Escobar à celle du développement territorial issue de la géographie pour étudier le processus d'action collective d'une initiative expérimentale. Cette initiative, appelée la Fermette, a pour vision d'« accroître l'autonomie alimentaire de Pointe-Saint-Charles par un projet d'agriculture urbaine, alternatif, écologique et solidaire au Bâtiment 7 qui contribue au déploiement d'un véritable système alimentaire de quartier ». L'initiative est portée par la collectivité et des groupes ancrés territorialement qui agissent de manière concertée et revendiquent la justice alimentaire face aux enjeux liés à une défavorisation économique et sociale, à l'insécurité alimentaire et à la gentrification auxquels est confrontée une partie importante des résidents-es du quartier. La question de recherche est la suivante : dans quelle mesure une initiative collective par le design pour l'autonomie peut-elle favoriser la justice alimentaire, sociale et environnementale ? La recherche qualitative et inductive repose sur une étude de cas avec une démarche engagée. L'objectif est de vérifier que la perspective théorique développée peut servir d'outil pour favoriser le lancement et la mise en œuvre d'initiatives collectives ancrées territorialement visant la justice alimentaire, sociale et environnementale.

### **La construction de l'émancipation des personnes au sein des organisations : le cas des Maisons Familiales Rurales (MFR) analysées à partir de la perspective de Nancy Fraser.** Stéphane Pisani, étudiant au doctorat, Université Laval, Luc Brès, Université Laval, Catherine Glée-Vermande, IAE Université Lyon 3, Johnny Boghossian, Université Laval

Un nombre croissant d'études en gestion s'intéressent à des organisations ayant pour mission l'émancipation de populations défavorisées telles les entreprises de microcrédit, de réinsertion ou encore d'accueil des immigrants. Les études organisationnelles ont mis en évidence que ces organisations émancipatrices requerraient des structures organisationnelles alternatives. Toutefois, la manière dont les organisations peuvent accompagner l'émancipation des personnes, ou « émancipation organisée », reste largement inexplorée. L'œuvre de Nancy Fraser apporte les ressources conceptuelles pour appréhender le concept d'émancipation dans nos sociétés. En retour, la théorie des organisations permet d'opérationnaliser les travaux de la philosophe pour explorer l'émancipation organisée. En combinant ces apports, notre texte propose d'explorer le cas des Maisons Familiales rurales (MFR) en France. Ce réseau d'organisations a pour mission d'offrir des formations professionnelles dans les zones rurales défavorisées à des jeunes souvent en difficulté. Les MFR sont particulièrement porteuses pour comprendre comment une organisation peut organiser l'émancipation des individus puisqu'elles connaissent un important succès depuis 80 ans. Notre étude qualitative basée sur 70 entretiens et 200 documents met en évidence un modèle en trois étapes de l'émancipation organisée : attachement, transformation et détachement.

**Quels outils pour imaginer le futur?** Ali Romdhani, stagiaire postdoctorant, Chaire de recherche sur la transition écologique, UQAM

L'avenir ne peut se penser de manière linéaire et graduelle : il existe des points de rupture à partir desquelles le système-terre peut basculer dans des états irréversibles où la vie humaine serait beaucoup plus rude. À la difficulté de se projeter dans des relations non-linéaires s'ajoute l'épineuse question de la gouvernance des collectifs humains dans un monde de plus en plus instable et sujet à des catastrophes plus fréquentes.

À partir de ces constats, comment se projeter dans l'avenir ? Comment l'imaginer ? Comment identifier ce qui est plausible, désirable ou même possible de réaliser ? Ce poster entend exposer de manière schématique quelques clés d'interprétations pour toutes et tous les chercheurs-euses qui s'intéressent au monde de demain. Inspiré des méthodes développées dans les champs des *futures studies* étasuniennes et de la prospective française, il sera question d'exposer quelques outils de collecte de données, d'analyse et de design de recherche. Une attention particulière sera mise sur les méthodes participatives qui permettent le dialogue entre experts-es et profanes, entre professionnels-les, citoyens-nes et universitaires. Il semble aller de soi de questionner les personnes concernées par les changements interrogés, mais trop souvent les bonnes pratiques sont ignorées.

**Construction de l'écosystème de l'entrepreneuriat en économie sociale et solidaire, inclusif des territoires pour une transition écologique et sociale.** Saloua Tajri, étudiante au doctorat, Université Hassan II Maroc

La crise sanitaire COVID-19 a impacté toutes les économies du monde, le Maroc n'échappe pas aux conséquences moroses de cette pandémie, selon le Haut-Commissariat au Plan en 2020, le taux de chômage a atteint 15 % et une baisse du PIB de 9 %. La question actuellement, n'est plus d'en évaluer l'impact mais d'impulser une relance immédiate, permettant d'injecter du sang à l'économie d'un côté et de réduire les inégalités entre personnes et entre territoires pour améliorer l'accès aux marchés locaux du travail notamment pour les jeunes, les femmes et les migrants-es. Notre communication portera sur trois temps de démonstration. Dans un premier temps, nous nous pencherons sur l'importance de l'économie sociale et solidaire (ESS) au Maroc, comme levier de relance socio-économique et sa capacité à répondre aux besoins immédiats en période de crise COVID-19. Dans un deuxième temps, nous allons identifier les freins de développement de l'entrepreneuriat en ESS et dans un dernier temps, conclure avec les déterminants de construction d'écosystème complet au niveau territorial pour produire un véritable changement d'échelle de l'entrepreneuriat en ESS, afin de participer fortement à la croissance économique et au développement durable et inclusif des territoires.